

Ecrit par le 17 juillet 2024

Malgré la crise, le Département n'arrête pas ses investissements



C'est une tradition initiée par ses prédécesseurs, qu'ils soient de droites comme de gauches, chaque rentrée, la présidente du Conseil départemental de Vaucluse convie la presse pour une présentation afin d'évoquer les grands dossiers du Département. Mais cette fois-ci, exit les pierres historiques et l'atmosphère feutrées de l'hôtel de Sade puisque Dominique Santoni avait choisi le restaurant d'entreprise [du nouveau siège de l'avignonnais GSE](#) pour détailler son action, et celle de sa majorité, placée notamment sous le signe de l'attractivité du territoire et de la poursuite des investissements.

« Nous faisons face à une rentrée difficile », reconnaît sans ambages Dominique Santoni, la présidente du Conseil départemental de Vaucluse.

Écrit par le 17 juillet 2024

Inflation, fiscalité, baisse des dotations, crise de l'immobilier, hausse des taux d'intérêts, le Département n'échappe pas à la morosité ambiante liée au contexte national et international. C'est d'ailleurs le ralentissement du marché immobilier qui impacte le plus directement les finances départementales avec la baisse de la DMTO (Droits de mutation à titre onéreux). Cette taxe à l'achat au profit des collectivités lors des transactions immobilières constitue en effet l'une des ressources majeures du Conseil départemental. Sa diminution entraîne forcément des conséquences sur les recettes de l'institution vauclusienne puisque cette DMTO était montée exceptionnellement au-delà des 160M€ ces deux dernières années avant de revenir aux alentours des 140M€ en 2023. Une diminution de l'ordre d'une vingtaine de millions d'euros que le Département a su toutefois anticiper.

« Nous sommes dans une bonne santé financière. »

« Par chance, nous sommes dans une bonne santé financière », se félicite la présidente du Conseil départemental qui affiche également un endettement équivalent à moins de 2 ans de son budget d'investissement.

« Cela nous permet de pouvoir continuer à investir, poursuit Dominique Santoni. Nous allons donc garder le cap de tout ce que nous avons décidé de faire en début de mandat. » Une volonté qui se traduit par un soutien à la commande publique de l'ordre de 120M€ d'investissements par an. Autant de chantiers du Département que [la Fédération du BTP 84 considère comme une bouffée d'oxygène pour l'ensemble des professionnels du secteur en ce moment.](#)

Le point sur les différents chantiers

Pour les grands chantiers du département en cours ou à venir, la présidente a rappelé que [la suppression du passage à niveau N°15 de Petit Palais](#) sera bientôt achevée. Outre la sécurisation de cette zone, cet aménagement va aussi permettre d'uniformiser la vitesse à 80km entre Bonpas et Coustellet. Autre travaux : la passerelle rejoignant l'île de le l'Oiselay à l'île de la Barthelasse (et donc Avignon) sur le tracé de la ViaRhôna qui doit être officiellement inaugurée le mercredi 4 octobre prochain.

Ecrit par le 17 juillet 2024



La suppression du PN15 va permettre de sécuriser les routes de Vaucluse.

Les chantiers engagés sur Avignon : [Memento, les futures archives départementales](#), dans la zone d'Agroparc, ainsi que de la nouvelle MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) dont la livraison est prévue route de Montfavet début 2025.

« Pour la déviation d'Orange, nous serons dans les temps c'est-à-dire avant la fin de la mandature en 2028, complète la présidente. Par ailleurs, concernant le réaménagement de Bonpas les premiers coups de pioche devraient débuter en 2025 pour une livraison fin 2027. » Le coût du chantier a été cependant revu à la hausse (35M€) en raison des conséquences de la conjoncture actuelle.

Ecrit par le 17 juillet 2024



Memento à Agroparc.

Le pari de l'attractivité par le cinéma

Outre les aménagements structurants, Dominique Santoni rappelle qu'elle a aussi placé son mandat sous le signe de l'attractivité économique. Ce n'est donc pas un hasard si elle a choisi le self de l'entreprise avignonnaise GSE comme cadre de sa présentation à la presse.

« C'est un champion de l'économie vaclusienne [qui vient de franchir le milliard d'euros de chiffre d'affaires](#). C'est aussi une entreprise née à l'Isle-sur-la-Sorgue, membre de [notre Team Vaucluse](#), qui reste attachée à son enracinement local dans notre département. »

Ecrit par le 17 juillet 2024

Ecrit par le 17 juillet 2024

Ecrit par le 17 juillet 2024

Ecrit par le 17 juillet 2024

ACCENT CULTURE **PLEINE NATURE** **TERRE D'INNOVATIONS** **COULEUR PROVENCE**

VAUCLUSE

LE SUD DES POSSIBLES

"SPECTACULAIRE"
LA CITÉ DES PAPES

"SPLENDIDE"
LE LUBERON

"GÉANT"
LE MONT-VENTOUX

"QUELLE RICHESSE"
CHÂTEAUNEUF-DU-PAPE

"ENVOÛTANT"
LES VILLAGES PERCHÉS

"UN TRÉSOR"
TERRE DE LUMIÈRE

2023 SILLU - PHOTO © LEONARD

VAUCLUSE PROVENCE
Attractivité

VAUCLUSEPROVENCE-ATTRACTIVITE.COM

DESTINATION ATTRACTIVE

Departement VAUCLUSE

Ecrit par le 17 juillet 2024

Ecrit par le 17 juillet 2024

Ecrit par le 17 juillet 2024

Ecrit par le 17 juillet 2024

ACCENT CULTURE **PLEINE NATURE** **TERRE D'INNOVATIONS** **COULEUR PROVENCE**

VAUCLUSE

LE SUD DES POSSIBLES

"GÉANT"
LE MONT-VENTOUX

DESTINATION ATTRACTIVE

VAUCLUSE PROVENCE Attractivité

VAUCLUSEPROVENCE-ATTRACTIVITE.COM

Departement VAUCLUSE

Ecrit par le 17 juillet 2024

Le Vaucluse veut allier cinéma et attractivité.

« Nous avons [VPA \(Vaucluse Provence attractivité\)](#) qui fait déjà un formidable travail », souligne la présidente qui souhaite poursuivre l'accueil d'entreprises, d'écoles ou bien d'organismes de formation dans le secteur de l'audiovisuel comme [les studios d'animation Circus](#) à Avignon ou bien encore [ceux de Duetto](#) à Carpentras.

L'objectif étant notamment de développer toute [une filière cinéma et audiovisuelle sur le territoire](#).

« Nous participons à hauteur de 200 000€ au fond Cinéma de la Région Sud. L'idée est d'attirer des tournages de longs métrages, de séries ou de streaming dans le cadre de notre plan cinéma. » Ce plan prévoit l'implantation de studios de cinéma et d'espaces de formations sur Courtine (cette zone ayant la préférence du Département) ou sur Agroparc, vers le parc des expositions (plutôt le choix de la municipalité).

Santé et solidarité

Dominique Santoni est aussi revenue sur le succès du recrutement de médecins, directement par le Département afin de permettre de lutter contre la désertification médicale.

« Après les ouvertures [d'Avignon](#) et Cadenet, ce sera bientôt Valréas et Apt qui accueilleront ces médecins. En tout, nous en avons embauché une dizaine et nous sommes en phase de recrutement d'un médecin ayant le permis pour conduire le bus itinérant que nous voulons déployer sur le plateau de Sault. Nous avons déjà permis à 5 000 Vauclusiens de retrouver un médecin traitant alors que cela n'est pas une de nos compétences. Pourtant, il y a une vraie demande. »

Par ailleurs, le département poursuit son soutien financier à la création de MPS (Maison pluridisciplinaire de santé). Comme à Mornas, où le département contribue à hauteur de 300 000€ à la construction de la 25^e MPS en Vaucluse.

« Nous avons déjà permis à 5 000 Vauclusiens de retrouver un médecin traitant. »

Concernant le grand âge, la présidente estime aujourd'hui que « les Vauclusiens ont envie de vieillir chez eux. C'est pour cela que le Département sera toujours dans les Ephad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) mais que nous travaillons pour un habitat inclusif afin de permettre de rester le plus longtemps à son domicile. »

Côté Social, la mise en place de contrôle plus réguliers ainsi qu'un suivi plus actif des bénéficiaires a permis de réduire leur nombre de 17 000 en 2020 à 15 700 aujourd'hui. De quoi réaliser une économie de 10M€ pour le conseil départemental.

Ecrit par le 17 juillet 2024



Inauguration de la maison de santé à Avignon en février dernier.

« Les Vauclusiens ont envie de vieillir chez eux. »

« Il est important d'accompagner et de suivre les bénéficiaires du RSA, insiste Dominique Santoni, car il est vital de redonner du travail à ces Vauclusiens. Et ces efforts semblent payer puisqu'avec 35% nous affichons désormais un des meilleurs taux de retour à l'emploi de la région. Avant, le Vaucluse était le dernier département de Provence-Alpes-Côte d'Azur dans ce domaine. Aujourd'hui, il est le deuxième, juste derrière les Alpes-Maritimes. Notre objectif est d'atteindre 50% ».

Le Département, qui vient de lancer [le recrutement de 100 assistants familiaux](#), regrette cependant que l'Etat lui demande de prendre en charge des dépenses sans lui donner les moyens équivalents : « nous aurons 218M€ de dépenses sociales cette année alors que nous n'avons jamais dépassé les 200M€ auparavant. »

Fusion Grand delta habitat-Vallis habitat : « Le présent nous donne raison. »

Ecrit par le 17 juillet 2024

Par ailleurs, la présidente du Conseil départemental s'est félicitée d'avoir pu mener à bien [la fusion des bailleurs sociaux Grand delta habitat-Vallis habitat](#). « Loin des positions dogmatiques, nous avons cherché la meilleure solution. Au vu de la situation actuelle, je ne sais pas GDH (Grand delta habitat) l'aurais repris, s'interroge en toute franchise Dominique Santoni. Aujourd'hui, le présent nous donne raison car GDH tient ses engagements et cela fonctionne pour des locataires qui attendaient des travaux depuis longtemps et qui vont être les premiers à bénéficier de la baisse des charges. »

Vaucluse ingénierie : la boîte à outils des petites communes vauclusiennes

Autre priorité de la présidente : le soutien aux communes de Vaucluse.

« Nous constatons également que les communes, notamment les plus petites, ont du mal à porter leur projet car elles ne disposent pas toujours des ressources internes pour mener à bien ces dossiers qui sont bien souvent assez complexe, poursuit la présidente. C'est pour cela que nous avons créé [Vaucluse ingénierie](#) afin de leur apporter une aide technique. »

« Si les communes de Vaucluse se portent bien, c'est tout Vaucluse qui se porte bien. »

Suite à [son lancement officiel en mars dernier](#), la structure regroupant une vingtaine de partenaires, accompagne maintenant 66 projets, dont 73% proviennent de communes vauclusiennes de moins de 2 000 habitants. Sorte de guichet unique, Vaucluse ingénierie constitue aussi une porte d'entrée pour la recherche de solutions de financement que ce soit dans le cadre des dispositifs d'aide de l'Etat, de la Région Sud ou bien encore de l'Europe.

« Pour nous, cet accompagnement des maires est un vrai enjeu. Il faut que les communes soient soutenues par le Département, car si en les aidant les communes de Vaucluse se portent bien, au final c'est aussi le département de Vaucluse qui se porte bien »

Pas de mise en concurrence grâce à la SPL Territoire 84

Et pour mieux accompagner les communes, le Département dispose d'autres outils comme la [SPL Territoire 84](#) créé en 2014. Là aussi, il s'agit d'aider les municipalités à réaliser leurs projets d'urbanisme, d'aménagement ou de construction. Mais pour cela, et contrairement à Vaucluse ingénierie, les communes doivent rentrer dans le capital de la SPL (Société publique locale) pour bénéficier de ses conseils. Depuis le début de l'année, une trentaine de communes ont rejoint les 40 villes vauclusiennes qui font déjà appel à SPL Territoire 84. L'avantage pour ces dernières est que ce statut juridique permet d'utiliser un outil d'aménagement et de gestion sans mise en concurrence.

Ça bouge chez Citadis

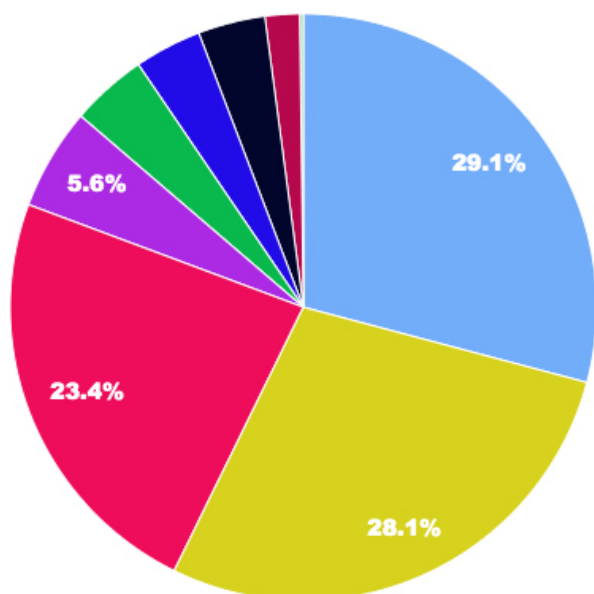
Enfin, dernier outil d'aménagement du Département : [la SEM Citadis](#). Figurant parmi les plus anciennes SEM (Société d'économie mixte), Citadis a vu le jour en 1960 à l'initiative du Département de Vaucluse et de la Ville d'Avignon. Au fil du temps, la structure qui assure principalement l'étude et la réalisation d'opérations d'aménagement a vu son actionnariat s'étoffer avec le temps. Cependant, avec le désengagement de la Ville d'Avignon, le Département va voir son poids augmenter dans le capital de

Ecrit par le 17 juillet 2024

Citadis à partir du 1^{er} janvier 2024.

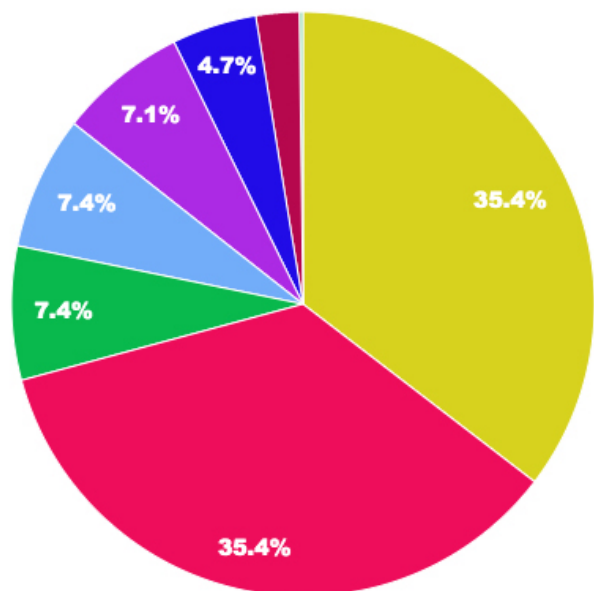
Un rééquilibrage qui va aussi profiter à la Banques des territoires ainsi que, dans une moindre mesure, au Grand Avignon, à Grand delta habitat ou bien encore la CCI de Vaucluse (voir détail de la répartition du capital ci-dessous).

« Nous avons entamé une réflexion afin d'orienter davantage Citadis vers la réalisation de projet culturel, et notamment audiovisuel, ainsi que de santé », précise Dominique Santoni.



Actionnariat 2023

- Ville d'Avignon : 29,1%
- Département de Vaucluse : 28,1%
- Banque des Territoires : 23,4%
- Grand Delta Habitat : 5,6%
- Grand Avignon : 4,2%
- CCI de Vaucluse : 3,7%
- Dexia - CFL : 3,7%
- Caisse d'Epargne : 1,9%
- Ville du Pontet : 0,2%



Actionnariat 2024

- Département de Vaucluse : 35,4%
- Banque des Territoires : 35,4%
- Grand Avignon : 7,4%
- Ville d'Avignon : 7,4%
- Grand Delta Habitat : 7,1%
- CCI de Vaucluse : 4,7%
- Caisse d'Epargne : 2,4%
- Ville du Pontet : 0,2%

La répartition du capital de Citadis devrait être modifiée à partir du 1er janvier prochain.

Uniforme à l'école et limitation à 80km/h

Écrit par le 17 juillet 2024

Enfin, en marge de cette rencontre, Dominique Santoni est revenue sur deux dossiers avec la même logique.

Le premier : l'uniforme à l'école : « A titre personnel je suis pour. Mais il faut savoir ce que veut l'Etat concrètement, notamment en termes de prise en charge financière. Une fois précisé on peut envisager une expérimentation ».

Même cas de figure pour la limitation de vitesse sur les routes : 'L'Etat nous a imposé le passage à 80km/h. S'il veut revenir en arrière, à lui d'être clair sur le sujet et à financer les panneaux que nous avons déjà dû payer. »

Sécurité, la Fédération du BTP et la prévention des risques professionnels re-signent



Ecrit par le 17 juillet 2024

La Fédération du bâtiment et des travaux publics du Vaucluse (Fédé BTP 84) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse (OPPBTP Paca Corse) ont signé une convention de partenariat pluriannuelle 2023-2025.

«Nous porterons une attention renforcée sur les chutes de hauteur, les travaux en tranchée et les troubles musculo-squelettique (TMS), » a souligné Daniel Léonard, le président de la Fédération du BTP 84 aux côtés de Marc Soler, directeur de l'agence de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics Paca-Corse.

Les engagements

Les engagements de la convention s'articulent autour de la formation et de la prévention dans les métiers du BTP tels que le Lean management en construction (l'organisation optimisée), le DUER (document unique et d'évaluation des risques professionnels), le PPSPS (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé), le 'quart d'heure sécurité' (points réguliers d'échange) et les ateliers prévention.

Ingénierie de la sécurité

Outils et solutions pratiques sont mises à la disposition des entreprises, avec un accompagnement et un suivi personnalisé : audit de chantier, conseil et préconisations des ingénieurs de l'OPP BTP ; Enfin, les deux parties s'engagent au partage et à la mutualisation d'informations et contenus pédagogiques, veille technique et juridique tout au long de l'année.

En savoir plus

La FBTP 84 représente 370 adhérents et 5 300 salariés dans le département. L'interprofessionnelle a pour vocation de rassembler les entreprises de Bâtiment et Travaux Publics et de défendre les intérêts collectifs de la Profession.

MH

Ecrit par le 17 juillet 2024



Marc Soler et Daniel Léonard

(Vidéo) Fédé BTP 84 : Coulisses du bâtiment, l'ascenseur social n'est jamais tombé en

Ecrit par le 17 juillet 2024

panne !

La Fédération du bâtiment et des travaux publics, ouvriers, architectes ont accueilli avec enthousiasme et égard les élèves des collèges et lycée professionnels vauclusiens. Mission ? Expliquer leurs métiers et susciter des vocations. Où ? A la Cour des Doms -ancienne prison Sainte-Anne- où s'affaire plus d'une soixantaine de professionnels, tout corps de métiers confondus.

Les coulisses 2.0

La visioconférence proposait la construction d'un centre culturel de 8 000m² et la découverte de nouvelles technologies avec le centre de formation des apprentis de Rouen via Youtube et LinkedIn. Au chapitre du présentiel c'est la Cour des Doms, rue Banasterie dans l'intramuros d'Avignon, qui offrait le plus bel exemple de l'intelligence de l'homme à l'ouvrage. On y découvrait la transformation radicale de l'ancienne prison Sainte-Anne en un lieu de vie ouvert. Éèves et professeurs ont découvert l'ouvrage lors de visites commentées, la présentation des métiers, les techniques constructives...

Chaque visite était commentée

Ils y étaient

Cette édition des Coulisses du bâtiment a reçu plus de 200 élèves, collégiens, lycéens, jeunes adultes et accompagnants. Il y avait les élèves du collège Voltaire de Sorgues, Anne-Frank de Morières-lès-Avignon, le collège et lycée Lucie Aubrac de Bollène, Le lycée professionnel d'Eguilles de Vedène, le lycée professionnel Robert Schuman d'Avignon, et de la Mission locale pour l'insertion professionnelle de jeunes entre 16 et 25 ans.

Christian Pons, président de la Fédération du BTP 84

Christian Pons

«Nous organisons cette opération pour faire découvrir aux jeunes les métiers du bâtiment et des travaux publics, rappelle Christian Pons, président de la Fédération BTP 84 et directeur du développement des métiers de spécialité chez Vinci construction France Girard et Travaux du midi. C'est un secteur où l'on peut faire carrière car on s'y forme tout au long de la vie. On y travaille en équipe et l'on s'y forge de solides amitiés. Dans l'avenir ? On aura besoin de techniciens. Aujourd'hui ? Nous sommes dans un monde qui change et qui est de plus en plus sensible à l'environnement. La tendance ? La réhabilitation de bâtiments, les transformant en lieux de plus en plus économes en énergie. Les métiers du BTP se modernisent, se numérisent, les processus de construction seront profondément modifiés à l'image des usines de fabrication qui développent l'innovation. Nos besoins ? Monter en compétences.»

Ecrit par le 17 juillet 2024

Frédéric Breysse, architecte, Cabinet Huit et demi

Frédéric Breysse

«Architectes, entrepreneurs, maîtres d'ouvrages, ingénieurs, paysagistes, clients, nous participons tous à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la ville d'Avignon, souligne Frédéric Breysse, architecte du cabinet Huit et demi en charge de la transformation de la prison Sainte-Anne. Nos métiers gravitent autour de l'aménagement du territoire. La prison Sainte-Anne ? C'est trouver une réponse à un changement de destination pour répondre à une augmentation de la démographie tout en travaillant en économie de ressources et d'énergie. Le processus ? La transformation de la ville sur elle-même plutôt qu'une prolifération vers des espaces qui doivent, dorénavant, rester naturels. »

De l'ombre à la lumière

La Cour des Doms ce seront 68 logements réalisés sur 4 460m² de surface habitable, 73 places de stationnement creusées sous le bâtiment sur 2 100m² de surface en souterrain. Si les travaux ont pris un peu de retard du fait de la Covid-19, le programme devrait être livré 1^{er} semestre 2022. Ce qui ne sera pas le cas, hélas de l'ancienne prison des femmes, au sud du bâtiment, où devraient s'épanouir une crèche de 30 berceaux, un hôtel familial d'environ 45 chambres, 7 emplacements commerciaux et services de proximité, 1 friche artistique, un cabinet médical, un espace co-working, un espace restauration. En cause ? Le retrait de l'entreprise Marseillaise LC2I (Compagnie immobilière d'investissement) du contrat signé avec la Ville, propriétaire de cette partie du bâtiment et désormais en recherche d'un ou de plusieurs investisseurs pour faire avancer au plus vite la partie ERP (Établissement recevant du public). Selon Frédéric Breysse, l'architecte de Huit et demi, qui mène le chantier de la Cour des Doms pour le groupe François 1^{er}, opérateur de restauration immobilière, le début des travaux de cette partie devrait être concomitant à la livraison des appartements au 1^{er} semestre 2022.

La Cour des Doms en cours de construction et rénovation

Le coût des matériaux à la hausse

«La pénurie des matériaux est liée à leur coût, précise Christian Pons, ainsi les Etats-Unis rachètent nos bois parce qu'ils opposent un embargo au Canada. La Chine, quant à elle, a repris la main sur les métaux et aciers. Nous ne sommes pas en rupture de matériaux, cependant les délais s'allongent et les prix montent. Cela touche les fenêtres, les menuiseries, les isolants phoniques et thermiques, l'acier, les fournitures électriques et électroniques, le bois, les plaques de placo. Ces événements désorganisent les chantiers particulièrement celui-ci qui accueille tous les corps d'Etat. J'espère que les filières seront réapprovisionnées et donc réorganisées au premier semestre 2022, cependant je crains que la stabilité des prix ne se fasse à la hausse, entre 10 et 50% selon les matériaux. Qui absorbera les coûts ? Les maîtres d'ouvrages publics sont plutôt bienveillants mais les maîtres d'ouvrages privés souvent ne le peuvent pas. L'enjeu ? Ne pas mettre en difficultés les entreprises du BTP pour qu'elles puissent finir leurs chantiers.»

Ecrit par le 17 juillet 2024

Retard de chantier

«Le retard du chantier est dû aux confinements successifs, à l’allongement des délais pour l’approvisionnement en matériaux explique Sébastien Sève, chef de service travaux chez Girard. Un exemple ? Le délai pour obtenir un escalier en bois est passé de 4 à 12 semaines. En cause également ? De nombreux jours de Mistral, ce qui ne nous a pas permis de travailler avec la grue et nous amène à utiliser celle-ci jusqu’à la fin de l’année. Ainsi la livraison de la résidence de la Cour de Doms prévue fin septembre 2021 sera livrée 1er semestre 2022. L’équilibre économique de cette opération a été conçu il y a deux ans, intervient Frédéric Breysse, l’architecte de Huit et demi, puisque lorsque l’on pose la 1^{re} pierre plus de 50% des logements ont déjà été vendus.» « Pour le moment ce sont les entreprises du BTP qui assument tous ces frais supplémentaires, résume Christian Pons. Le PGE (Prêt garanti de l’Etat) a consolidé les trésoreries. Ce qui pourrait nous fortifier ? Que la commande publique reprenne. Celle-ci est actuellement à -10% par rapport à l’activité de l’année 2019. Le problème ? Les projets sont longs à sortir, il y a trop de complications administratives. Ce pour quoi je me bats ? Pour la réduction du temps de l’obtention des permis de construire qui est passé de 6 mois à 1 an. J’aimerais que les Pouvoirs publics traitent dans les meilleurs délais les recours qu’ils soient abusifs ou non.»

Les besoins du BTP

«L’activité se maintient et même progresse même si les chantiers peinent à démarrer. Nous manquons de charpentiers-couvreurs, de plombiers-chauffagistes, d’électriciens. Plus les emplois sont techniques plus nous avons du mal à recruter. La formation est à réorganiser. Le problème ? Remplacer les professionnels experts qui vont partir à la retraite. L’enjeu ? La transmission du savoir en faisant se rencontrer apprentis, jeunes techniciens et professionnels aguerris. Un exemple ? Le déploiement de la fibre où l’on forme en catastrophe des jeunes venus de Paris au lieu de former ceux qui résident ici. Nous n’avons pas les compétences sur place. Nous manquons également de formateurs en énergie renouvelable alors que nous sommes en plein dans le sujet.»

Le BTP recrute, propose la formation tout au long de la vie et promeut l’ascenseur social

La prison Sainte-Anne

La construction du bâtiment a débuté en 1862. C’était au départ et en partie un édifice religieux qui fut ensuite transformé pour accueillir, en 1681, une ‘Maison des fous’ qui sera à son tour transformée pour devenir, en 1729, ‘La maison des insensés’ auquel s’est adjoint un lieu de mise à l’écart et d’enfermement pour les condamnés à mort. Alors que les ‘aliénés’ quittent ce premier établissement pour gagner Montdevergues à Montfavet en août 1862, le bâtiment devient une prison départementale et accueille les premiers prisonniers en 1871. En 2003 ses résidents sont conduits à la nouvelle prison du Pontet. Date à partir de laquelle l’édifice sera laissé à l’abandon.

L’intégration du nouveau lieu de vie dans son environnement

Outre la réhabilitation de l’ancienne Prison Sainte-Anne, le projet est de redynamiser l’ensemble du

Ecrit par le 17 juillet 2024

quartier de la Banasterie via des espaces partagés, des modes piétons et vélo permettant d'accéder à la Manutention depuis la poterne Banasterie. La Ville avait indiqué, en début de projet, investir 1M€ dans le projet de requalification des espaces extérieurs, notamment en aménageant un petit jardin et des arbres en cépée (arbres à plusieurs troncs) afin d'introduire des îlots de fraîcheur à l'arrière de la chapelle des Pénitents noirs, perle baroque du XVIIIe siècle.

En savoir plus

La prison a été rachetée à la Ville par le Groupe François 1^{er} pour 2,65M€ et la partie du quartier Sud de la prison des femmes rétrocédée par l'acheteur à la Ville pour le franc symbolique. Le montant des travaux déclaré en 2019 était de 18,6M€ HT. Aux manettes : La Ville d'Avignon pour la partie ERP (Etablissement recevant du public) La Compagnie immobilière d'investissement (L'entreprise Marseillaise qui s'est désistée), l'entreprise Girard et les agences d'architecture Huit et demi et Fabre/Speller.

Le badigeon des façades

Le BTP en Vaucluse

Le BTP en Vaucluse ce sont 9 300 établissements employant 13 200 salariés, soit 10% des salariés tous secteurs confondus du territoire auxquels s'ajoutent 1 120 emplois à taux plein en intérim et au 1^{er} trimestre 2021. Près de 1 200 jeunes ont été formés aux métiers de production en BTP dont 70% en apprentissage lors de l'année 2019.

L'activité sur le département

Lors des cinq dernières années 3 500 logements neufs ont été construits en Vaucluse. Les collectivités locales sont intervenues à hauteur de 339M€ en 2020. La commande publique y a pris part à hauteur de 66% tandis que les collectivités locales sont entrées en scène à 47% et à hauteur de 25% dans le bâtiment, y compris pour le logement social.

Le Bâtiment et les travaux publics en France

Le bâtiment et les travaux publics en France réalisent plus de 125 milliards € hors taxe de travaux ; plus de 1,541 million de salariés et artisans, 410 000 entreprises. C'est la moitié du poids de l'industrie française, c'est-à-dire 2 fois l'activité de la banque et des assurances.

Ecrit par le 17 juillet 2024

Pays d'Orange, Jacques Bompard l'assure, 'le BTP aura de quoi faire'

La Fédération du bâtiment et des Travaux publics de Vaucluse a organisé un webinaire avec Jacques Bompard, président de la Communauté de communes du pays réuni d'Orange. Objectif ? Faire un tour d'horizon des opérations BTP en cours et à venir et sensibiliser les élus sur l'urgence de démarrer les projets de chantiers.

Christian Pons, président de la Fédé BTP 84, entouré de ses vice-présidents dont Daniel Léonard en charge de la branche des Travaux publics, continue son Tour de Vaucluse auprès des élus, invitant Jacques Bompard, en sa qualité de Président de la Communauté de communes du pays réuni d'Orange, à dresser les chantiers à venir.

Aujourd'hui

Le président de la fédération a tout d'abord expliqué être en butte à beaucoup de dysfonctionnements : «En ce moment les entreprises sont très préoccupées par les marchés et connaissent de nombreux dysfonctionnements, notamment avec l'administration, pour la mise en route des chantiers, il était donc important que nous fassions un tour d'horizon des présidents de communautés de communes pour toucher tous les élus.» Ce webinaire marquait, pour autant, la fin du tour du département débuté en septembre 2020. «Nous avons fait des propositions aux élus leur démontrant l'urgence de rétablir l'économie de notre pays à un niveau suffisant,» a témoigné Christian Pons.

Où en est-on ?

La fédération du bâtiment et des travaux publics rassemble 400 entreprises adhérentes sur les 2 000 existant dans le département, soient plus de 6 000 salariés sur les 13 000 que compte le Vaucluse. La commande publique, dans le BTP connaît une part importante représentant près de 50% du volume d'activité. «L'année dernière était année d'élection, -Ndlr : maintenant les futurs chantiers en stand by- a souligné Christian Pons, puis la Covid 19 a occasionné une baisse majeure des chantiers inscrits dans les carnets de commande. Depuis la fin de l'année dernière et jusqu'à aujourd'hui l'inquiétude est grandissante car tous les indicateurs pointent de nouvelles baisses d'appels d'offres, ainsi, d'une situation stagnante voire dégradée depuis juin 2020, nous assistons à un fléchissement des procédures de démarrage des chantiers, ce que d'ailleurs révèlent nos enquêtes internes.»

Plus précisément

L'interprofessionnelle a donc envoyé en septembre, octobre, décembre 2020 puis en janvier et mars des questionnaires à ses adhérents pour un 'retour de terrain'. Les enquêtes adressées aux adhérents, sur les

Ecrit par le 17 juillet 2024

appels d'offres, sont perçus par eux comme insuffisants à 73% avec, cependant, un maintien des consultations soutenu par les maîtres d'ouvrages issus du privé à 41%, du Conseil départemental à 35% et des bailleurs sociaux à 24%, les maîtres d'ouvrages du secteur public étant les plus absents des consultations. Enfin, les adhérents jugent les niveaux de prix des marchés attribués bas à 94%.

Le bâtiment peine à 'sortir' ses chantiers, en cause ? le retard de traitement administratif des dossiers

Conjoncture

Au chapitre de la conjoncture, si 28% des adhérents la ressentent comme dégradée, 72% y lisent une évolution encourageante tout comme pour l'emploi à 74%, même chose du côté de la trésorerie ou 83% consentent y voir une légère amélioration cependant gravement minorée par une involution des prix pratiqués perçue par 62% comme dégradée et moyenne à 38%. De fait 87% des adhérents ont repris leur effectif en CDD et CDI (Contrat à durée déterminée et indéterminée), cependant 54% n'ont pas eu recours aux intérimaires. Les problèmes résiduels dus à la Covid restent rémanents pour 62% des professionnels, impactant de plein fouet un carnet de commande qui ne se remplit pas. «La situation reste fragile, entame Christian Pons. Les entreprises ont besoin de retrouver de l'activité et du chiffre d'affaires pour rembourser les prêts garantis par l'Etat, les charges, alors même que les trésoreries ont été asséchées... ça va être compliqué.»

Du côté de chez Jacques Bompard

«Nous avons constaté, les deux premiers mois, un ralentissement de l'activité des entreprises, se souvient Jacques Bompard, puis elles ont fait leur travail. Nous avons voté, comme tous les ans, le budget en avril a assuré le président de la CCPRO, énumérant les opérations sans toutefois les chiffrer. A ses côtés Béatrice Benod, directrice de la commande publique, a assuré que «de nombreux chantiers seraient lancés très prochainement ainsi qu'en septembre».

Les prochains chantiers

Il a été évoqué de nombreux travaux de voirie, la construction d'un groupe scolaire, des travaux pour le groupe scolaire maternelle et élémentaire Castel, la réhabilitation de commerces de centre-ville d'Orange, la réhabilitation du gymnase Argensol, la réhabilitation et la création des Archives municipales à l'Hôtel Dieu, des travaux d'étanchéité pour la médiathèque, la construction d'un boulodrome, la réhabilitation de la ferme du Grenouillet et la création d'un parking, la réhabilitation du Palais des sports ainsi que de la salle de spectacle, la rénovation et l'extension d'un bâtiment à Taillefert, la construction d'un bâtiment technique pour le cimetière, des travaux d'aménagement du parvis pour le centre funéraire et la réorganisation intérieure du crématorium. En tout 13 chantiers sont prévus en 2021 et déjà 5 en 2022. »

Ecrit par le 17 juillet 2024

Quid du plan de relance du gouvernement ?

Christian Pons a ensuite requis l'expérience de Jacques Bompard sur l'utilisation du Plan de relance du Gouvernement à propos de projets locaux prêts à démarrer, ainsi que sur l'utilisation de la dotation de soutien à l'investissement local ainsi que la Dotation d'équipements des territoires ruraux (DETR).

« Nous avons fait toutes les demandes possibles et imaginables mais n'avons, à ce jour, pas reçu de réponse. Je crains que l'argent n'aille plus aux banques qu'aux élus locaux que nous sommes. Lorsque j'ai été élu, la déviation d'Orange avait été inaugurée 3 à 4 ans auparavant alors qu'elle n'est toujours pas là. Aujourd'hui on me promet la réalisation du tiers de la déviation sans s'engager sur plus. Pourtant il s'agit d'anciens dossiers. Ce qui sortira et dont on est sûrs ? La réhabilitation de la Cité de l'Aygues, » (Ndlr : constituée de 18 barres de logements sociaux, de 262 logements dont 100 sont actuellement murés d'une cité construite en 1973).

Le démarrage des chantiers NPNRU des grandes villes de Vaucluse est très attendu

Les difficultés rencontrées

«Nous faisons face depuis des mois à la situation et nous comptons sur nos élus pour nous soutenir, martèle Christian Pons. Les fonctionnaires qui les entourent font de leur mieux, notamment les personnels des services techniques. Notre préoccupation ? Faire la jonction entre aujourd'hui et une activité normale, car nous ne sommes pas encore sortis de la crise sanitaire. Également nous ne nous attendions pas à la hausse du coût des matériaux de construction, voire aux pénuries que nous commençons à connaître notamment avec les métaux : l'étain, le cuivre, l'aluminium, le minerai de fer pour la fabrique d'acier pour la construction, sans parler du bois, des isolants...»

En résumé

«Les déclarations de Jacques Bompard évoquent plus une reprise pour les Travaux publics et un peu moins pour le bâtiment tandis que les Communautés de communes se penchent sur les équipements publics et la voirie », a synthétisé Christian Pons. « Il y a plus d'études de prix mais pas beaucoup de suites données, » a relevé Diego Boluda, vice-président de la branche second œuvre. Pour tous, la vraie dynamique viendra d'Avignon avec le démarrage du NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain). «Nous manquons de main d'œuvre, a relevé Daniel Léonard, vice-président TP, nous recherchons des intérimaires qualifiés qu'hélas nous ne trouvons pas.»

Identifier les freins pour les éradiquer

Le Bâtiment et les travaux publics comptent particulièrement sur les NPNRU intervenant sur les grands bassins de vie du Vaucluse. Cependant le dispositif semble connaître des difficultés à démarrer. La mission du président de la fédé du BTP ? Dégripper les rouages de délivrance d'autorisation d'urbanisme, renouer le dialogue avec les ABF (Architectes des bâtiments de France) qui grimacent, notamment, à l'idée d'ITE (isolation thermique extérieure) des bâtiments sociaux en pierre du XXe siècle situés sur la Rocade Charles de Gaulle à Avignon... Le propos ? Tenir jusqu'à ce que l'activité redevienne normale.»